

Cliquez [ici](#) pour notre version en ligne

Chaque nuit dans l'agglomération nantaise des enfants, des femmes, des hommes dorment dans la rue, dans des squats, dans des bidonvilles indignes. Le 15 octobre, la Maison du peuple, squat où s'étaient mises à l'abri huit familles qui appelaient le 115 sans aucune réponse, a été évacuée par 18 fourgons de police (photo ci-contre). Pourtant, comme nous le rappelle Annie dans sa tribune, le droit à l'hébergement d'urgence est un droit fondamental.

Sylvie nous entraîne de son côté au Tek'Steve'All, teknival organisé en mémoire de Steve et contre la répression sous toutes ses formes.

SOMMAIRE

Tribune militante « Personne à la rue » p.2-4

Le Tek Steve'All : Rien n'arrête un peuple qui pense p.5-7

Dates à retenir..... p.8

Les communiqués de presse locaux..... p.8

Les communiqués de presse nationaux..... p.8-11



Photo prise par un militant du DAL 44 présent sur place

TRIBUNE MILITANTE

**Annie Richard,
membre du collectif « personne » à la rue, pour la LDH.**

***Toute personne sans abri, en situation de détresse médicale, psychique, sociale,
a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence...***

Articles L.345-2-2 et L.345-2-3 du code de l'aide sociale et des familles



Photo Marc Depriester

Le code de l'aide sociale et des familles est clair, le droit à l'hébergement d'urgence est un droit fondamental qui s'adresse à toutes et tous, sans condition de nationalité ou de régularité de séjour.

Ce texte comporte :

-Un principe de continuité :

Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement personnalisé et y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée. Cette orientation est effectuée vers une structure d'hébergement stable ou de soins, ou vers un logement, adaptés à sa situation. »

-Un principe d'accompagnement pour la personne hébergée :

Cet hébergement d'urgence doit lui permettre [...] de bénéficier [...] d'une première évaluation médicale, psychique et sociale, réalisée au sein de la structure d'hébergement ou, par convention [...] »

« Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement personnalisé [...] »

La charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne stipule dans son article 11 : « Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. »

La déclaration universelle des droits de l'homme stipule dans son article 25 : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires. »

La Convention Internationale des Droits de l'Enfant stipule dans son article 27 : « Les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social. »

Mais alors, malgré une telle affirmation du droit, malgré un cadre légal aussi fort, pourquoi y a-t-il, dans l'agglomération nantaise, comme dans toutes les grandes agglomérations françaises, tant de personnes qui survivent à la rue, dans des squats, dans des bidonvilles indignes : des enfants, des femmes, des hommes, des citoyen-nes français-es, des exilé-es, des migrants d'Europe de l'est, des personnes avec et/ou sans emploi ?

Il y a avant tout un problème de logement : selon la FNARS (Fédération des Acteurs de la Solidarité), 30 % des bénéficiaires d'hébergement d'urgence seraient en mesure de se payer un logement social, mais ils n'en trouvent pas de disponible. Un des premiers facteurs de la crise du logement est le déficit de logements abordables financièrement.

Alors que le nombre de ménages augmente (vieillessement de la population, séparations conjugales, recompositions familiales), le niveau de

construction ne couvre pas les besoins, particulièrement en logements abordables.

Par ailleurs, le gouvernement vend une partie du parc de logements sociaux, voyant là un moyen de pallier la mise en place de la réduction du loyer de solidarité. Les opposants y voient surtout le risque d'une marchandisation d'une partie du patrimoine commun de la nation.

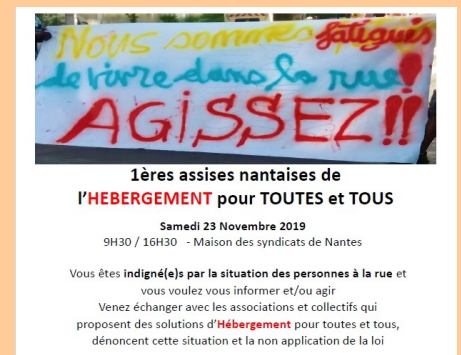
Enfin, la pression du coût du loyer est telle pour les personnes aux revenus les plus modestes (jusqu'à plus de 40 % parfois) que pour nombre d'entre elles le maintien dans le logement n'est plus possible, d'autant que la prévention des impayés et l'accompagnement social sont souvent défaillants.

Il y a aussi une insuffisance et une inadaptation des places d'hébergement : en 2018, 70 % des appels au 115 n'ont pas abouti et sur les 30 % des appels traités, un quart est resté sans solution. Les pressions sur le 115 sont telles qu'elles sapent le caractère inconditionnel du droit à l'hébergement et créent une hiérarchisation au sein des publics les plus vulnérables. L'hébergement en hôtel reste le mode privilégié pour l'hébergement d'urgence, alors qu'il est extrêmement onéreux (de 17 à 40 euros par personne et par nuit) et ne répond pas aux besoins des personnes hébergées, des familles dans la plupart des cas.

Les dispositifs d'hébergement déjà insuffisantsaturent parce que le taux de rotation est trop faible, faute de logements pérennes, adaptés, et accessibles financièrement, comme dit dans le chapitre précédent.

Mais que fait la LDH devant ce déni de droit ? Elle participe activement au collectif « personne à la rue », et avec la quarantaine d'associations et l'intersyndicale qui le composent, elle interpelle les pouvoirs publics (préfecture, mairies, conseil départemental) pour qu'une instance de travail soit mise en place, elle interpelle l'opinion publique, elle appelle à la solidarité, elle organise le **23 novembre à la Maison des syndicats à Nantes, les « Assises de l'hébergement »**, pour dénoncer, informer et contribuer à construire des réponses.

Rejoignez-nous !



[Télécharger le tract complet](#)

Le Tek Stev' all : « Rien n'arrête un peuple qui pense ».



Le week-end du 12 octobre 2019 se tenait à Ste Luce, sur les bords de Loire un Technival dédié à Steve.



Comme nous habitons à moins de 10 kilomètres nous entendions les basses de notre lit. Alors j'ai eu envie d'y aller. J'y étais le dimanche quand il y avait moins de monde.



Le site s'étend sur plusieurs hectares, où sont répartis des stands avec des murs d'enceintes, décorés de slogans.

Le ton est donné.



Les jeunes aiment bien se mettre en scène, très rapidement ils ont posé devant mon appareil.



Steve est partout, il suffit de zoomer au centre de la précédente scène.



Le jeune homme de cette photo écoute la musique et danse en planant la tête dans les basses



ACAB cela peut être « All cops are bastards »
« All capitalists Are Bastards » ou encore
« All Colors Are Beautiful ».
Cette photo raconte une jeunesse qui a compris quelques trucs essentiels.



Charlotte était présente le soir où Steve est « tombé », elle ne le connaissait pas, mais l'histoire l'a scandalisée alors elle recherche des témoignages, et a fait un appel à témoin pendant le technival.



Le lieu est très propre, c'est un leitmotiv chez les jeunes festivaliers. Ils organisent leurs raves sans l'accord des propriétaires ni de l'État viennent avec des transfos pour l'électricité, et des sacs poubelles.



Le personnage debout m'a couru après pour que je le photographie avec ses potes. Il fait le pitre, mais il était tellement content que je lui envoie la photo...



Rien n'arrête un peuple qui pense.

Pas sûr, mais c'est un bon début. Merci de continuer à espérer.

DATES À RETENIR EN NOVEMBRE

- **Mercredi 6 novembre** : Rassemblement « Personne à la rue », avec collecte solidaire, 17h-19h, angle rue barillerie cours des 50 otages
- **Mercredi 13 novembre** : Table ronde sur la justice climatique avec des intervenants de la LdH, Alternatiba et Oxfam, dans le cadre du Festisol - 19h à la MCM.
- **Mardi 19 novembre, à partir de 15h** : forum et débat « [Et si la Sécu disparaissait ? Comment garantir l'accès aux soins et à la santé ?](#) », organisé par la MCRN, avec la participation de Jean-Luc Landas, ancien praticien hospitalier et militant de la LDH
- **Mercredi 20 novembre** : commémoration des 30 ans de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant
- **Samedi 23 novembre** : Assises du logement et de l'hébergement, à la Maison des syndicats
- **Lundi 25 novembre, 18h** : Marche contre les violences faites aux femmes, rendez-vous devant le magasin Zara, rue du Calvaire
- **Vendredi 29 novembre, 19h** : Représentation du spectacle "Porteurs d'espoir", produit par la LdH, au Centre Socio Culturel de Bellevue, rue du Jamet

LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE LOCAUX D'OCTOBRE

- « Où est l'urgence ? Où est l'hébergement inconditionnel ? », communiqué de presse commun [À lire ici](#)
- « Manifestons notre solidarité ! Personne à la rue ! », samedi 26 octobre 2019 [À lire ici](#)
- **Débat sur la politique migratoire, les associations réagissent**, communiqué de presse des États Généraux des Migrations [À lire ici](#)
- « Halte à l'impunité des multinationales, signez la pétition », lettre ouverte collective, Nantes le 16 octobre 2019 [À lire ici](#)
- **Journée mondiale du refus de la misère, 19 octobre 2019**, communiqué de la section [À lire ici](#)
- **Invitation Cercle de silence de Nantes contre les violences en CRA** - 18h 30 - mardi 24 oct. 2019 - place Royale [À lire ici](#)

LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE NATIONAUX D'OCTOBRE

- **La LDH dans la presse du 13 au 19 septembre 2019** [À lire ici](#)

- **La LDH dans la presse du 20 au 26 septembre 2019** [À lire ici](#)
- **Aéroports de Paris : la LDH appelle à se saisir du référendum d'initiative partagée** [À lire ici](#)
- **Débat sur l'immigration : lettre ouverte des associations** [À lire ici](#)
- **1er octobre 2019 – Tribune collective « L'appel des 108 célébrités à Emmanuel Macron pour sauver l'hôpital », publiée dans Le Parisien** [À lire ici](#)
- **La LDH soutient le film « Papicha », de Mounia Meddour** [À lire ici](#)
- **17 octobre 1961 – 17 octobre 2018 : 58e anniversaire – Vérité et justice** [À lire ici](#)
- **Observer les pratiques policières n'est pas un délit !** [À lire ici](#)
- **Sectes : à quoi joue le gouvernement** [À lire ici](#)
- **"Débat présidentiel sur l'immigration, les dangereux calculs du président de la République", communiqué LDH** [À lire ici](#)
- **Pour une police républicaine** [À lire ici](#)
- **Appel urgent de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme en soutien à Camille Halut** [À lire ici](#)
- **H&L numéro 187** [À lire ici](#)
- **La LDH dans la presse du 27 septembre au 3 octobre 2019** [À lire ici](#)
- **Amendes de 500 euros : les personnes sans-abri menacées** [À lire ici](#)
- **Lettre ouverte à Mme la Maire de Cayenne suite à la décision d'expulser les habitant-e-s du quartier de la Mâtine et de détruire leurs logements** [À lire ici](#)
- **Débat sur la politique migratoire de la France et de l'Europe, les associations réagissent et en appellent à une politique migratoire radicalement différente** [À lire ici](#)
- **Séminaire « Combattre la violence sur les réseaux sociaux »** [À lire ici](#)
- **Répression généralisée du mouvement de protestation en Algérie : les défenseurs des droits humains ciblés par le régime** [À lire ici](#)

- **Procès des indépendantistes catalans à Madrid : la FIDH et EuroMed Droits dénoncent des irrégularités** [À lire ici](#)
- **Les élus locaux face à la résorption des squats et bidonvilles** [À lire ici](#)
- **Syrie : arrêtons d'urgence l'engrenage** [À lire ici](#)
- **La LDH dans la presse du 4 au 10 octobre 2019** [À lire ici](#)
- **Non à l'abandon des kurdes face à Erdogan !** [À lire ici](#)
- **Lettre ouverte sur la carte de paiement des demandeurs d'asile** [À lire ici](#)
- **54e anniversaire de l'enlèvement et la disparition de Mehdi Ben Barka** [À lire ici](#)
- **Catalogne : les libertés politiques mises à mal** [À lire ici](#)
- **25e Université d'automne : écologie, justice et droits fondamentaux** [À lire ici](#)
- **Il n'y a pas d'âge pour être solidaire – Le Festisol se fait l'écho des voix trop souvent minorées de celles et ceux qui n'ont pas atteint la majorité** [À lire ici](#)
- **Le fichage : un outil sans limites au service du contrôle des frontières ?** [À lire ici](#)
- **L'arrestation d'acteurs de la société civile engagés contre le projet de nouvelle Constitution, nouveau tournant autoritaire en Guinée** [À lire ici](#)
- **Sur la situation d'Alain Ferrandi et de Pierre Alessandri** [À lire ici](#)
- **16 octobre 2019 – Tribune collective « Champs d'éoliennes d'EDF : des populations mexicaines dénoncent la violation de leurs droits fondamentaux », publiée dans L'Obs** [À lire ici](#)
- **Lettre ouverte suite aux attaques subies par le Bulgarian Helsinki Committee (BHC) du fait de ses actions de défense des droits humains** [À lire ici](#)
- **Madame Buzyn, il faut donner plus de moyens pour notre santé !** [À lire ici](#)
- **22 octobre 2019 – tribune « Nucléaire : la désobéissance civile plus que jamais nécessaire en démocratie », publiée dans le JDD** [À lire ici](#)

- Appel au soutien des maraudeurs poursuivis en justice [À lire ici](#)
- Pour en finir avec les féminicides et les violences sexuelles, je marcherai le 23 novembre [À lire ici](#)
- Cide – 20 novembre 1989 – Et si on parlait des violences faites aux enfants en France aujourd’hui ? [À lire ici](#)
- Liberté pour Vincenzo Vecchi [À lire ici](#)
- 12e Journée mondiale pour le droit de mourir dans la dignité, 2 novembre 2019 [À lire ici](#)
- La LDH dans la presse du 11 au 17 octobre 2019 [À lire ici](#)
- La LDH dans la presse du 18 au 24 octobre 2019 [À lire ici](#)
- 27 octobre 2019 – Tribune « Sur l’enlèvement et la disparition de Mehdi Ben Barka », publiée sur Mediapart [À lire ici](#)
- L’État veut-il abandonner la lutte contre les dérives sectaires et leurs victimes ? [À lire ici](#)
- Journée d’étude « La place du patient dans le soin : plus de qualité, moins d’inégalités ? » [À lire ici](#)
- Bayonne : un crime raciste qui nous blesse tous [À lire ici](#)
- À la veille de l’hiver, le Collectif des associations unies appelle à une mobilisation nationale pour les personnes à la rue [À lire ici](#)
- « Le racisme dévoilé », tribune de M. Salemkour, président de la LDH [À lire ici](#)
- Tribune « Défendre les droits humains en France peut présenter des risques... » [À lire ici](#)

Retrouvez nous sur <https://site.ldh-france.org/nantes>
et sur <https://facebook.com/LDH.Nantes>